Initiatives ministérielles

Sans vouloir parler comme une Torontoise, j'affirme que la Société Radio-Canada est vraiment de calibre international. Allons-nous renoncer à notre programmation nationale pour une sorte de Bart Armstrong d'Arnprior ou de Roseanne de Rosedale? Est-ce bien ça que nous voulons? Est-ce que c'est ça qu'on entend par concurrence? Grands Dieux, monsieur le Président, je ne peux croire que c'est ça.

Je disais que j'allais mentionner *Chez Hélène*. Je dois admettre qu'aux débuts de l'émission *Chez Hélène*, j'étais déjà trop vieille pour le genre, mais je l'ai souvent regardée avec les enfants que je gardais, et plus tard, avec mes filleuls ou d'autres membres plus jeunes de ma famille.

Je crois que la disparition de cette émission est une tragédie, dans notre passé culturel et notre expérience en matière de communication, au Canada. L'émission *Chez Hélène* était un exemple de la façon dont la Société Radio-Canada peut aider les deux peuples à communiquer. Que pourrait-il y avoir de mieux, pour faire la promotion de l'unité nationale, que d'amener des petits enfants de tout le pays à apprendre à communiquer ensemble, de façon à pouvoir s'en servir ensuite pour se parler entre eux—pour s'adresser à l'autre grand groupe linguistique du pays.

C'est ce que nous devons faire, pour régler cette maladie qui affecte notre époque. Nous devons nous parler. Nous devons écouter ce que l'autre a à dire. Nous devons comprendre nos cadres respectifs. Nous devons comprendre nos espoirs et nos aspirations.

Nous devons surtout nous rendre compte que les autres ne sont pas si différents, que ce qui nous rapproche est tellement plus fort que ce qui nous sépare. Nous devons apprendre également qu'il existe des institutions pour nous aider à en prendre conscience. Nous savons, parce que cela a été prouvé, que la Société Radio-Canada est l'une des institutions qui a toujours contribué à cet objectif.

Ce projet de loi est l'un des plus importants que nous aurons vus à la Chambre au cours de cette session. Il touche l'essence même de l'identité canadienne et va au coeur de la question, étant de ce fait déterminant dans l'avenir de cette identité canadienne, pouvant la faire croître, prospérer et s'épanouir ou faner sur la branche.

Je ne veux pas qu'elle se fane déjà sur la branche. Je sais que vous ne le voulez pas non plus, monsieur le Président. Le député de Hamilton—Wentworth ne le veut pas, le secrétaire parlementaire ne le veut pas, ni aucun de mes collègues, des deux côtés de la Chambre.

Nous sommes ici à la Chambre parce que nous voulons contribuer à l'enrichissement et à l'épanouissement de notre pays et de ses citoyens.

Nous y parviendrons si nous savons pourquoi nous sommes ici et si nous n'avons pas peur de dire que l'unité nationale n'est pas seulement une chose à laquelle nous souscrivons tous, ni seulement une chose pour laquelle nous prions tous chaque soir, mais un concept pour lequel nous sommes prêts à affirmer, en pensant à nos institutions nationales, qu'elles ont réellement pour mandat de contribuer à l'unité nationale et de la promouvoir, à l'intention de tous les Canadiens, dans tous les coins du pays.

J'espère, monsieur le Président, qu'en cet an de grâce 1990, ces mots n'arrivent pas trop tard et qu'ils ne tomberont pas dans l'oreille d'un sourd.

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, je suis toujours heureux d'écouter notre dame des douleurs, la députée de Halifax qui s'inquiétait du tort que le projet de loi C-40 pourrait causer à l'unité nationale.

[Français]

Je suis d'avis, monsieur le Président, que cette vue étroite, c'est la manifestation d'un culte d'esprit chrétien.

[Traduction]

Ceci dit, je pense que tout dépend des comités des conseils de Radio-Canada. Je répète que personne ne propose de scinder les conseils. Je sais que la députée a examiné le projet de loi assez consciencieusement pour savoir que tout comité de ce genre serait sujet aux règlements administratifs de la Société et que le président et le président-directeur général en seraient membres d'office.

• (2050)

Je dirais à la députée de Halifax que les comités des conseils sont notre meilleure chance de revenir à des programmes comme *Chez Hélène*, ou peut-être quelque chose de mieux approprié à notre époque.

J'ai écouté attentivement quand la députée a fait allusion à quelques-uns de mes programmes favoris, dont la plupart—exception faite de *Front Page Challenge* et de *La soirée du hockey*—sont des émissions que nous n'avons pas vues depuis 1968.

J'ai choisi cette année-là délibérément afin de ne pas faire allusion aux âges ou aux habitudes des téléspectateurs, car nous vieillissons tous à peu près au même rythme, monsieur le Président.